



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

4C1, Place du Portage Phase III

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Solution de gestion électronique de	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-161712/A	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-161712	Date 2017-05-19
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-129-31375	
File No. - N° de dossier 129x1.M7594-161712	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-06-08	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Riopel, Andrea	Buyer Id - Id de l'acheteur 129x1
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-3984 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

ANALYSE DE RENTABILISATION DE LA SOLUTION DE GESTION ÉLECTRONIQUE DES CAS GRAVES

La présente modification No. 004 vise à :

- (1) Répondre aux questions soulevées par l'industrie.
- (2) Modifier la demande de réponses pour évaluation (DRPE).

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question No. 6

Les projets de référence peuvent-ils comprendre le répondant et son sous-traitant proposé pour une réponse d'équipe à la DRPE?

Réponse No. 6

Oui, nous prendrons en considération les projets de référence du répondant et de son sous-traitant proposé pour une réponse d'équipe à la DRPE.

Question No. 7

À l'article 3a), l'État changera-t-il la formulation de « mise en œuvre de la solution » à « mise en œuvre d'une *solution de gestion des cas graves des enquêtes* »?

Réponse No. 7

Oui. Voir la modification 2 ci-dessous.

Question No. 8

Section 3.2, article 2. Capacité opérationnelle.

Le répondant doit avoir terminé un projet de référence pour lequel la solution est actuellement déployée dans un environnement de production, et
a) est utilisée dans un environnement d'enquêtes policières actif depuis au moins trois ans.

Est-ce que l'État envisagerait étendre a) l'exigence ci-dessus pour inclure les milieux de la justice, de la sécurité publique ou militaires puisque ceux-ci participent souvent à la gestion des cas graves des enquêtes de la police (multiorganisationnelle)?

Réponse No. 8

Non, à moins que la solution soit utilisée dans un milieu policier au sein de l'organisation. Par exemple, la police militaire serait acceptable.

Question No. 9

Section 3.2 article 4. Capacités fonctionnelles du produit.

4. b) Est utilisée dans un environnement de production par au moins deux organisations policières pendant au moins trois ans avant la date de clôture de la présente DRPE.

L'État envisagerait-il d'étendre cette exigence comme suit?

4. b) Est utilisée dans un environnement de production par au moins deux organisations de justice, de sécurité publique et militaires pendant au moins trois ans avant la date de clôture de la présente DRPE.

Réponse No. 9

Non, à moins que la solution soit utilisée dans un milieu policier au sein de cette organisation. Par exemple, la police militaire serait acceptable.

Question No. 10

L'État demande deux exemplaires des sections I et II. Pouvez-vous confirmer qu'aux fins de soumission, les deux sections doivent être brochées ensemble (I et II) ou devons-nous soumettre quatre exemplaires séparément en une trousse.

Réponse No. 10

Les répondants doivent fournir deux exemplaires distincts de chaque section, par exemple, deux exemplaires de la section I et deux exemplaires de la section II. Les sections I et II ne doivent pas être brochées ensemble. Toutefois, les deux exemplaires de chaque section peuvent être soumis dans la même trousse.

Question No. 11

- 1) L'État peut-il confirmer le format de soumission :
 - a. Deux exemplaires de la réponse de qualification – article 3.2a
 - i. Élément à inclure :
 - a)i) Annexe A
 - a)ii) Exigences relatives à la sécurité

INVITATION M7594-161712/A

Énoncé A - S'agit-il d'une réponse par oui ou non? Ou devons-nous joindre une lettre de justification.

Énoncé B – S'agit-il également d'une question par oui ou non, « oui nous sommes conforme »?

Énoncé C - S/O

Énoncé D - S/O

Énoncé E – Quelles exigences en matière de sécurité? S'agit-il d'une autre question par oui ou non, « oui nous sommes conforme »?

Veuillez confirmer que la section sur les exigences en matière de sécurité doit faire partie de la section I et non de la section II

a)iii) Justification de la conformité - S/O puisque cela fera partie des critères de qualification obligatoires 1 à 5. Veuillez confirmer.

a)iv) Référence chez le client - S/O puisque cela fera partie des critères de qualification obligatoires 1 à 5. Veuillez confirmer.

b) Critères de qualification obligatoires 1 à 5.

b. Deux exemplaires de l'attestation – qui comprennent uniquement 5.1 a et b (Partie 5 – Attestations)

5.1 a) Déclaration d'infractions ayant donné lieu à une condamnation. La section 5.1 **exige** que nous remplissions l'annexe B. Toutefois, l'annexe indique de la **remplir uniquement si** nous avons été reconnus coupables de toute infraction figurant sur la liste. L'État peut-il confirmer que nous devons uniquement remplir l'annexe B (formulaire de déclaration pour l'approvisionnement) si nous avons été reconnus coupables d'une des infractions figurant sur la liste?

Réponse No. 11

a)ii) Exigences en matière de sécurité

Énoncé A à énoncé E :

Conformément à la modification 3, modification 1, les exigences en matière de sécurité selon l'article 3.2a)ii) ne sont pas exigées au moment de la clôture de la DRPE.

En raison de la durée du processus d'obtention de l'autorisation de sécurité nécessaire, les répondants doivent communiquer avec l'autorité contractante immédiatement pour commencer le processus afin d'obtenir l'autorisation de sécurité exigée. Tout retard dans l'attribution d'un contrat pour permettre au répondant retenu d'obtenir l'autorisation exigée sera à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

a)iii) Justification de la conformité

Confirmée. Cette section énonce des directives pour les répondants dans la réponse aux critères obligatoires 1 à 5.

a)iv) Référence chez le client

Confirmée. Conformément au critère obligatoire 2, l'article 3.2(iv) présente le format pour répondre à ce critère.

b) Critères de qualification obligatoires 1 à 5.

- a. 2 copies de l'attestation – qui comprennent uniquement les articles 5.1 a et b (Partie 5 – Attestations)

Conformément à l'article 01 du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003, *lorsque le soumissionnaire est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit présenter avec sa soumission un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à la page Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement sur le site Web de SPAC.*

MODIFICATIONS À LA SOLLICITATION

MODIFICATION 1

À l'article 3.2 (b) 3(a) :

SUPPRIMER : au complet.

INSÉRER :

Le répondant doit avoir terminé au moins un projet de référence comprenant une installation et une mise en œuvre complète de la solution de gestion des cas graves des enquêtes où le répondant a fourni les services professionnels suivants (à titre d'entrepreneur, de sous-traitant ou de membre d'une coentreprise), au minimum :

- i) conception;
- ii) mise en œuvre;
- iii) configuration;
- iv) intégration;
- v) interface;

INVITATION M7594-161712/A

- vi) formation des utilisateurs finaux, des administrateurs de système et du personnel de soutien technique.

**TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE CETTE DEMANDE DE SOUMISSIONS
DEMEURENT INCHANGÉS.**